

Arrêtons les Frais !

Lettre ouverte aux élus communaux appelés à «bénir Oui-Oui» les JO ! Et à adopter sans broncher des motions «bidon»...

C'était le cas à Cap Périaz Seynod ce jeudi 28 octobre à 18 heures. Une trentaine d'opposants à Annecy 2018, venus en citoyens assister silencieusement à une séance publique de la Communauté de communes C2A... s'est vue accueillie par un déploiement de gendarmerie. Pourquoi ?

Parce que l'opposition au projet présenté continue à grimper et monter en flèche en Bassin Annecien, en Vallée de Chamonix, en Aravis et en Haute-Savoie.

Parce que «Faut pas toucher au Semnoz !» et encore moins «puiser l'eau du Lac pour l'enneiger artificiellement». Et que les opposants dénoncent là, une bourde majeure. Car, l'augmentation de la taxe d'habitation des annéciens et les millions d'euros à trouver hors bousculade des sponsors privés, aggraverait les chutes de dotations et de pouvoir d'achat avec un endettement intenable à la clé.

Parce que certains élus n'apprécient pas que les Aravis jusqu'ici vantés à grand renfort de fonds publics, pour vendre les Sports de Glisse «Lac d'Annecy/Aravis» soient re-baptisés «Montagnes d'Annecy», et que ça rigole dans les écuries... Et parce que beaucoup d'autres n'apprécient pas non plus, que des promoteurs des JO se la jouent à Acapulco et ailleurs, à nos frais avec le porte-monnaie du contribuable.

Parce que les élus sont contraints de prendre des décisions, en l'absence de budgets fléchés crédibles, car jamais arrêtés et donc impossibles à communiquer aux élus, qui les réclament aux responsables qui naviguent à vue... Et, sans que les coûts collatéraux d'atteintes au foncier agricole, pour voies d'accès, parkings et infrastructures proches des grands équipements annoncés à Passy, Seynod, Chamonix, la Clusaz et le Semnoz ou Annecy/ Pringy... n'y soient ni évoqués, ni intégrés et chiffrés.

Bref ! Pour comprendre à quel point la démocratie représentative et participative est bafouée depuis l'origine du projet JO par nos prétendues «vedettes» à l'image fabriquée, voire l'ambition collective douteuse (il faut avoir assisté au simulacre de consultation des élus de la C2A !). La parole y étant essentiellement accordée aux quelques 17 techniciens ou élus du bureau, présents en tribune pour vanter le projet, le Semnoz et d'autres patates chaudes difficiles à faire avaler. Puis un temps d'expression réduit à une peau de chagrin, et à un brouillage orchestré... Des arguments avancés par les élus d'opposition. L'élus d'Annecy délégué à l'environnement (mais 12^e adjoint sur 13, ce qui en dit long) étant sommé d'avaloir une fois de plus sa casquette (d'écolo rallié à la majorité annécienne) et de rengainer sans discuter un semblant d'«amendement Semnoz», taxé de «détail» malvenu, par le 1^{er} magistrat de la supposée ville hôte des JO...

Alors... Même 5.000 emplois à créer d'ici à 2018, en vue d'un mois de sur-activité économique intense mais sans lendemain, ne suffiront pas à faire rêver les savoyards et bon nombre de sceptiques ont d'ores et déjà dit «Non merci» ! Et, ils sauront remercier celles et ceux d'entre vous qui oseront intervenir en ce sens et en leur nom, dans les instances communales, départementales voire régionales, où vous les représentez.

Comité anti olympique Annecy - CAO

